

# Solidaires en action N° 10

Le 13 janvier 2009

## Réussir grève et manifestations le 29 janvier !

Ces derniers mois, luttes et mouvements de résistance (sectoriels ou locaux) se sont multipliés à travers des grèves et des manifestations. Mais il faut maintenant passer à la vitesse supérieure et construire un rapport de forces global. **Face à la crise, l'unité d'action intersyndicale interprofessionnelle prend encore plus d'importance** (ce qui n'est pas du tout contradictoire avec la recherche de relations et débats avec les oppositions syndicales, notamment dans la CGT).

Nous devons construire un mouvement interprofessionnel prolongé qui rassemble. Il ne faut pas retomber dans la répétition des grèves de 24 heures, secteur professionnel par secteur professionnel. **L'appel national de tous les syndicats à une mobilisation interprofessionnelle le 29 janvier est positif. Il donne enfin une perspective de grèves et de manifestations à tous les salarié-e-s du public comme du privé.** C'est bien là-dessus que les organisations de Solidaires doivent s'appuyer, pour préparer le 29 janvier et ses suites. Le texte issu de la réunion du 5 janvier a un rôle différent ; de notre point de vue, il est insuffisant sur bien des points, mais marque la volonté d'un travail commun sur le fond ... ce qui n'est pas anecdotique !

Cela fait longtemps que nous travaillons à une initiative interprofessionnelle unitaire et il est primordial de réussir cette journée, de construire en cette occasion une vraie grève générale interprofessionnelle avec des manifestations importantes dans toutes les villes, mais aussi dès maintenant de débattre des suites à donner à cette mobilisation. **Cette suite, indispensable, ne sera possible qu'après une grève massive, des manifestations puissantes, le 29 janvier !** Nos propositions sur des suites, pour un mouvement dans la durée, sauront d'autant plus crédibles que nous serons à l'initiative de la réussite du 29, dans nos secteurs professionnels et dans nos localités, ... c'est-à-dire au niveau interprofessionnel. Se situer le 29 janvier en « observateurs » d'un mouvement qui nous ne concernerait pas serait une erreur.



Au contraire, **nous devons préparer cette journée sur le terrain, à la base, pour la transformer en un mouvement prolongé.** La journée du 29 marchera sans doute dans le secteur « public et assimilé » mais il faut, malgré les difficultés, réussir à mobiliser massivement dans le privé.

Lors du Comité National des 7 et 8 janvier, les différentes interventions des structures professionnelles et locales ont confirmé l'importance de la journée du 29 janvier, son côté spécifique par rapport à un nouvel appel à 24h et la responsabilité qui est la notre, organisations nationales et Solidaires locaux, de tout mettre en œuvre au plus vite pour permettre une réussite de cette journée afin de rendre incontournable la suite que nous souhaitons. **Utilisons sans tarder le matériel déjà envoyé (tract et autocollants), qui sera complété prochainement (tract recensant les appels), et vient en complément des tracts professionnels et locaux, très souvent unitaires.**

## Lycéen-ne-s : toujours en lutte ... et réprimé-e-s !

Le 8 janvier, les lycéen-ne-s ont repris le chemin de la mobilisation en descendant dans la rue. La manifestation parisienne réunissant environ 3000 lycéen-ne-s s'est achevée au pied du ministère de l'éducation nationale. Là, les provocations policière ressenties en début de manifestation lorsque la police a contrôlé un groupe de plusieurs dizaines de lycéens, les fouillant un par un, se sont traduites par une bousculade au cours de laquelle 4 ou 5 lycéens ont été interpellés par des policiers en civil agissant violemment, sans brassard, et insultant les lycéen-ne-s.

Si SUD Lycéen ne peut que se féliciter de la reprise de la mobilisation qui ne manquera pas de s'amplifier, nous nous inquiétons du climat de répression qui plane sur les lycées. Après 3 lycéen-ne-s de Joliot Curie à Nanterre, c'est un lycéen de Paul Bert qui a été convoqué au commissariat après une plainte de la proviseure. **SUD Lycéen réclame la libération de tous les lycéens interpellés et demande une nouvelle fois l'arrêt de la répression administrative, judiciaire, et policière qui touche les lycéen-ne-s en lutte.**



## L'appel unitaire de la Fonction Publique

Les organisations syndicales de la Fonction publique **CGT, CFDT, FO, FSU, UNSA, CFTC, CGC, Solidaires**, s'inscrivent totalement dans la déclaration commune de propositions et revendications signée le 5 janvier par les 8 organisations au plan interprofessionnel. En appelant les fonctionnaires et agents publics à **participer massivement à la grève et aux manifestations** le 29 janvier, elles entendent exiger du gouvernement des réponses à leurs revendications :

- L'arrêt de la politique aveugle de suppressions d'emplois et un moratoire immédiat sur celles contenues dans le budget 2009 ;
- L'ouverture urgente de négociations salariales visant en particulier à augmenter significativement la valeur du point et à réévaluer l'ensemble de la grille indiciaire pour améliorer la carrière des agents ;
- Le retrait de projets porteurs de lourds reculs pour la population et les personnels et qui se traduisent notamment par des délocalisations et des fermetures massives de services de proximité et l'aggravation des conditions de travail ;
- Les moyens nécessaires à la pérennisation du financement des missions publiques en lieu et place de l'actuelle politique d'austérité imposée aux services de l'Etat, aux collectivités locales et aux établissements hospitaliers.

Face à la Révision générale des politiques publiques (RGPP), elles rappellent leur détermination pour le développement de services publics de qualité dotés de tous les moyens nécessaires pour répondre encore mieux aux besoins sociaux et de solidarité. Sans prise en compte de ces exigences, elles prendront les dispositions pour donner les suites à cette journée...

## Automobile : la sous-traitance au cœur de la crise !

*La presse parle beaucoup des « difficultés » du patronat de l'automobile, elle fait moins écho à celles de ses salarié-e-s : fortes inquiétudes, pertes de salaires, congés utilisés pour compenser le chômage forcé (parfois jusqu'en 2011 !)*

La dérégulation du travail, l'emploi précaire systématisé sont des sources de souffrance supplémentaire. Des dizaines de milliers d'intérimaires sont licencié-e-s du jour au lendemain ; ainsi, 900 CDD et intérimaires vont être licencié-e-s à Peugeot Sochaux avant la fin du mois quand on supprime en même temps l'équipe de nuit pour les ouvriers à statut Peugeot. Renault « se débarrasse » de 1 000 ingénieurs et techniciens sur son site de Guyancourt, dans les Yvelines. Les contrats de ces prestataires qui travaillaient pour certains depuis 10, 15 ou 20 ans aux côtés des salarié-e-s Renault à statut, ne sont pas renouvelés et les salariés prestataires iront désormais vers le « pôle emploi » qui remplace l'ANPE. Autre sous-traitant, cette fois pour PSA, Lear Corporation dans le Val d'Oise qui fabrique des sièges pour l'usine PSA de Poissy : après une grève de 3 jours afin d'obtenir une indemnisation du chômage à hauteur de 70%, les ouvriers, pour beaucoup opérateurs et immigrés, ont dû reprendre le travail. La direction n'accepte pas le fait syndical. Elle a licencié une charrette de huit ouvriers pour faits de grève et de neuf délégués syndicaux (4 CGT, 2 CFDT, 2 CFTC et 1 SUD).

**C'est inacceptable ! La riposte doit être collective et massive. Des résistances s'organisent localement, il nous faut les soutenir, les populariser, les coordonner. Dans l'automobile la crise est celle des patrons qui n'ont pas su s'adapter, ni prévoir la baisse des ventes. Ce n'est pas aux salarié-e-s à statut, ni à ceux de la sous-traitance ou de l'intérim, à en faire les frais :**

- ⇒ Maintien de la production et des emplois.
- ⇒ Zéro licenciement.
- ⇒ Indemnisation du chômage partiel à 100%.
- ⇒ Arrêt de l'intensification des cadences.
- ⇒ Embauche des intérimaires.
- ⇒ Rétablissement de la CASA (Cessation Activité des Salariés Agés) et de la préretraite pour les travailleurs en fin de carrière.
- ⇒ 300 € d'augmentation pour tous.



## Le « pôle emploi » en grève le 5 janvier

C'est dans une totale cacophonie que Pôle Emploi a été lancé le 19 décembre dernier. Le 5 janvier, la Direction Générale et le gouvernement voulaient présenter une vitrine clinquante de ce « nouveau service » fusionnant ex ANPE et ex ASSEDIC. Tout était prévu : site internet, plateforme de service téléphonique, 40 sites avec signalétique externe « pôle emploi »... pour essayer d'épater la galerie et créer l'illusion du respect d'une promesse présidentielle. **Mais les personnels ont refusé de se prêter au jeu de ce simulacre. La « vitrine enchantée » cache en effet une « arrière boutique » peu reluisante :** métiers du conseil et de l'indemnisation bradés, accroissement inouï de la précarité des personnels, disparités salariales, dégradation des conditions de travail, sous effectifs chroniques malgré l'augmentation exponentielle des chômeurs, consignes démultipliées pour accentuer les pressions et les sanctions sur les seuls demandeurs d'emploi...

**A un conflit social interne majeur se rajoutent aussi toute une série de dysfonctionnements ou de dispositifs non stabilisés.** Les conséquences dramatiques pour le service rendu aux demandeurs d'emploi et aux entreprises mais aussi sur les conditions de travail des personnels commencent à prendre des proportions plus qu'inquiétantes (par exemple le retard accumulé dans le traitement des dossiers d'indemnisation). SUD Emploi appelle les personnels à continuer à se mobiliser pour refuser d'être complices de ce « saccage » d'un service aux usagers qu'ils avaient contribué à construire pendant de longues années et que certains voudraient détruire en quelques semaines.